Adolescents et pourtant parents

ARGENTINE • *Des milliers d'enfants naissent chaque année de mères mineures. A Buenos Aires, un centre leur propose thérapies et conseils.*

Mères, mais aussi pères adolescents, trouvent à Jakaira écoute et conseils avisés. Avec l'aide d'une fondation suisse. SANDRA NOFAL

JEAN-MARIE BANDERET,
BUENOS AIRES

Elles sont souvent très jeunes, âgées entre 13 et 16 ans pour la plupart. La cadette avait encore 11 ans lorsqu'elle a accouché. En 2009 à Buenos Aires, la proportion des naissances de mère mineure s'élevait à près de 16%, soit plus d'un millier dans la principale maternité de la capitale fédérale argentine. Surchargées, les structures de l'Etat ne sont pas toujours bien armées pour lutter contre les problèmes engendrés par ces maternités précoces. Depuis sept ans, un projet est né de la collaboration de deux fondations, l'une suisse et l'autre argentine (lire encadré). Jakaira, c'est son nom – emprunté à la mythologie aborigène –, se définit comme un centre spécialisé en adolescence, petite enfance, maternité et paternité. Visite en compagnie de son directeur et cofondateur, le psychiatre Ricardo Gorodisch.

Rendez-vous est donc pris dans les locaux du centre. Un bâtiment de deux étages situé le long d'une des autoroutes qui cernent l'agglomération. Un peu excentré, pas vraiment facile d'accès pour qui n'habite pas le quartier. La devanture est discrète, Jakaira ne cherche pas à faire de la publicité. Dix-huit personnes y travaillent, toutes sont salariées.

Pas assez de places

But du projet: «offrir une alternative à l'institutionnalisation, un lieu qui concentre la plupart des compétences dont ont besoin les adolescents», selon les termes de son directeur. L'équipe de thérapeutes et d'assistants sociaux propose ainsi aux jeunes parents psychothérapies, entretiens et ateliers thématiques – allaitement, scolarisation et formation, recherche d'emploi ou de logement – et une crèche pour les enfants âgés de 0 à 3 ans, un outil qui leur permet de libérer du temps pour leurs projets personnels.

Trois mères et leur enfant sont présentes ce vendredi après-midi, jour de fermeture. Elles discutent dans une des trois pièces mises à leur disposition, longeant la coursive qui domine le jardin. Impossible de les aborder sans briser l'atmosphère de complicité qui règne dans la chambre à l'heure de la sieste. Pas question non plus pour le directeur de trahir le secret que lui impose sa profession. Leur histoire nous restera inconnue.

En 2010, 57 mères, 61 enfants et 13 pères ont bénéficié des services du centre. Au total, 98 adolescentes et 106 enfants y ont transité depuis sa création en 2003. Mais si Ricardo Gorodisch se réjouit de cette affluence croissante, il reconnaît que c'est une goutte d'eau à l'échelle de la ville. Et pas moyen d'en accueillir plus, Jakaira affiche complet. D'où l'importance de travailler en réseau avec les hôpitaux publics, les centres communautaires, les foyers et les crèches. «Nombre d'ados arrivent sur les recommandations de membres du réseau, mais d'autres sont totalement exclus du système», confie-t-il.

C'est pourquoi Jakaira tient aussi des «consultations» itinérantes pour aller au devant de ces jeunes. Le projet pilote a débuté en 2010 dans un bidonville de 2000 habitants. Assistants sociaux et psychologues consacrent deux jours par semaine au travail extra-muros – pendant lesquels le centre, à l'exception de la crèche – est fermé.

Il arrive que des couples d'adolescents planifient l'arrivée d'un enfant. Mais la majorité de ces grossesses ne sont pas désirées, relève Susana Calero. Selon la directrice du Centre provincial d'assistance, de formation et de recherche en addictions sociales (CACIS), plusieurs facteurs sont à prendre en compte pour expliquer le nombre important de naissances[1]. Le faible niveau d'éducation sexuelle, bien sûr, mais aussi la méconnaissance sociale des phénomènes d'addiction. Car les causes de grossesses non désirées proviennent de nombreux facteurs se combinant entre eux: l'usage d'alcool et de drogues, la prostitution, l'absence de moyens de contraception et l'incidence du contexte social. «Quand elles sentent qu'elles n'ont rien à se raccrocher, les filles tombent enceintes pour avoir quelque chose à faire et pour qu'au moins quelqu'un prenne soin d'elles. Les garçons, eux, ont des relations sexuelles parce que c'est une affaire de grands, sans penser aux conséquences», poursuit Mme Calero.

Avortement illégal

Les relations entre les parents ne sont pourtant pas toujours clairement tranchées, raconte M. Gorodisch. C'est le cas de Manuela*, arrivée en 2004 à Jakaira à l'âge de 14 ans. Le père de son enfant l'avait quitté et refusait de reconnaître sa paternité, elle a dû faire appel à sa famille pour l'aider. Deux ans plus tard, elle reparaît à nouveau enceinte du même père; cette fois, c'est lui et sa famille qui prendront l'enfant en charge. Aujourd'hui, ils vivent ensemble avec leurs trois enfants.

Les exemples d'une grossesse assumée par les parents sont très rares. Et dans les cas les plus problématiques, que reste-t-il comme issue pour celles qui ne voudraient pas de leur enfant? Héritage de l'influence très forte de l'Eglise sur la société civile, l'avortement est illégal en Argentine et demeure moralement condamnable pour beaucoup de gens, «y compris parmi certains de nos collaborateurs», reconnaît M. Gorodisch. Les hôpitaux ne peuvent donc pas le pratiquer, quand bien même la grossesse résulte d'un viol. «Jakaira se limite à recommander aux plus déterminées qui ont recours à des 'faiseuses d'anges' d'aller immédiatement se faire soigner une fois l'IVG réalisée.» Mais les avortements sont exceptionnels, la plupart finissent par conserver leur enfant.

Briser le cercle vicieux

«Beaucoup d'ados sont exclus de l'école et manquent d'éducation. Scolariser leur enfant, c'est briser le cercle vicieux.» Car une majorité de ces jeunes mères sont elles-mêmes nées de parents adolescents. Cela vaut aussi pour les pères. Alors qu'une partie des filles répètent le modèle familial par une grossesse précoce, certains garçons réagissent en devenant des «inséminateurs», en multipliant les rapports non protégés dans le seul but de mettre enceintes le plus grand nombre de filles. Soucieux de leur seul tableau de chasse, il va de soi qu'ils ne sont pas intéressés par la prise en charge de leur progéniture.

Concrètement, le travail effectué lors des psychothérapies met l'accent sur la subjectivation des adolescents, c'est-à-dire la prise de conscience d'une identité propre. En clair, il s'agit de faire comprendre au jeune patient qu'il est avant tout un individu avant d'avoir une fonction. Qu'il est en somme un adolescent et non seulement un père ou une mère. De cette façon, Jakaira entend éviter aux mères de se retrouver dépouillées de cette période charnière dans le développement de leur identité qu'est leur adolescence. Une tâche difficile pour ce stade de la vie entre enfance et âge adulte, rappelle M. Gorodisch. «C'est aussi dans ce but que Jakaira n'est pas un foyer. Nous ne cherchons pas non plus à les infantiliser mais juste à les laisser libres de leurs choix.» **I**

[1] *La Nacion*, 7 août 2010.
* Prénom d'emprunt

UN SOUTIEN GENEVOIS

Jakaira est né d'une réflexion commune entre son actuel directeur, responsable de la fondation Kaleidos, et son homologue Children Action (CA), basée à Genève. «Nous n'agissons pas comme un simple financier mais comme un partenaire qui partage son expertise», explique sa directrice Stéphanie Kolly. Active dans les domaines de la chirurgie et du soutien psychologique aux enfants et aux adolescents, CA bénéficie d'une solide expérience acquise notamment en Roumanie et en Amérique latine. Elle ne se contente donc pas de couvrir 70% des dépenses de Jakaira, mais supervise aussi le centre argentin par des contacts réguliers. Un suivi effectué avec une préoccupation en tête: «Est-ce que la situation change sur le long terme?» Pour ce faire, Children Action examine la situation des enfants et des parents qui ont transité par le centre. Trop jeune, «le centre n'a toutefois pas encore assez de recul pour pouvoir répondre à cette question de façon satisfaisante», reconnaît Mme Kolly. JMB

CONFÉRENCES

Hessel et Warschawski contre l'impunité d'Israël

«L'engagement est la seule arme à disposition de la société civile pour faire reculer la barbarie.» Inspirés par cette maxime, Stéphane Hessel et Michel Warshawski décortiqueront ensemble les stratégies de lutte contre les crimes commis par l'Etat d'Israël lors de deux conférences les 13 et 15 mars prochains[1]. Organisées par le Collectif urgence Palestine, les rencontres interviennent alors même que le Conseil des droits de l'homme s'apprête à donner suite au rapport Goldstone, qui recensait en 2009 les violations des droits humains commises par l'armée israélienne pendant l'opération Plomb durci à Gaza.

Trouvant dans les révoltes du Printemps arabe un nouvel élan, l'ancien résistant et diplomate, membre fondateur du Tribunal Russel contre les violations du droit international en Palestine, et le militant israélien antisioniste entendent réaffirmer, à Genève et à Lausanne, l'importance des initiatives civiles pour lutter contre l'impunité d'Israël.

Auteur du célèbre manifeste *Indignez-vous!*, Stéphane Hessel critique violemment la politique d'Israël qu'il examine depuis de nombreuses années. Lui faisant écho, Michel Warschawski, journaliste et fondateur du Centre d'information alternative (AIC) à Jérusalem, évoquera avec lui l'avancée des travaux conduits par le Tribunal Russel.

Au programme également, une réflexion sur les campagnes civiles de protection du peuple palestinien, ainsi que sur les campagnes de boycott, qui constituent pour les intervenants les gages des victoires à venir. PCA

[1] A Genève, dimanche 13 mars, 18 h 30, Uni-Dufour, s. U600, Général-Dufour 24. A Lausanne, mardi 15 mars, 20 h, Buffet de la gare, Salle des cantons, en présence de Raji Sourani, directeur du Palestinian Centre for Human Rights Gaza.

EN BREF

GENÈVE

Deux femmes exigent la justice pour les victimes d'Atenco

Près de cinq ans après la meurtrière répression du mouvement social à San Salvador de Atenco, au Mexique, aucun responsable policier ou politique n'a été inquiété. Deux représentantes de cette commune proche de la capitale Mexico, connue pour son combat contre l'expropriation des terres paysannes, dénonceront l'impunité dont bénéficient meurtriers, violeurs et tortionnaires au Mexique, lors d'une conférence publique mardi soir à Genève. Andujo Jacqueline Saenz et Bárbara Italia Méndez Moreno interviendront à Tierra Incognita dès 19 h 30, à l'invitation du Collectif Viva Zapata et de la Marche mondiale des femmes. BPZ

CARNET NOIR

L'ami de Cuba et du Che Alberto Granado est décédé

Le biochimiste argentin Alberto Granado, qui avait accompagné Ernesto Che Guevara pendant un voyage à moto dans plusieurs pays d'Amérique du Sud dans les années 1950, est décédé samedi 5 mars à La Havane, a annoncé la télévision cubaine. Il était âgé de 88 ans. Fondateur de la Faculté de médecine de Santiago, «El Petiso» (le petit), comme l'appelait Guevara, s'était installé à Cuba après la chute du dictateur Fulgencio Batista et a consacré sa vie au système de santé public bâti par la Révolution, notamment dans le domaine de la formation. Après le succès du film *Carnets de voyage* (Walter Salles, 2004) retraçant leur odyssée, M. Granado avait entrepris un plus long périple, autour du monde cette fois, pour faire redécouvrir la pensée de son ami disparu, «précurseur du mouvement altermondialiste» et des «transformations sociales en cours en Amérique latine», disait-il dans un entretien au *Courrier*[1]. BPZ/ATS

[1] Notre édition du 9 septembre 2008.
Lire aussi son livre-témoignage *Sur la route avec Che Guevara*, Archipel, 2006.

GENÈVE

Soutiens internationaux pour les Moudjahidin iraniens

Une conférence internationale et une manifestation se sont tenues mardi à Genève, en «soutien au soulèvement populaire pour un changement démocratique en Iran». Parmi les personnalités présentes à l'initiative des Moudjahidin du peuple (OMPI), on notait la présence de Howard Dean, ex-président du Parti démocrate étasunien et ancien gouverneur du Vermont, ainsi que Sid Ahmed Ghozali, naguère premier ministre algérien. Avec eux, des parlementaires suisses – dont Jean-Charles Rielle, Eric Voruz et Luc Barthassat – ont également apporté leur soutien au camp de réfugiés iraniens d'Achraf, en Irak, que Bagdad aimerait démanteler. Dans un communiqué bilan, l'OMPI a critiqué les relations d'affaires entre la Suisse et l'Iran qui auraient doublé sous le mandat du président Mahmoud Ahmadinejad. BPZ

www.fgc.ch
La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.